

William Genieys : « Un pied de nez aux barons »

Analyse. Le politologue décrypte ces initiatives citoyennes.

Pourquoi ces mouvements naissent-ils massivement depuis quelques mois ?

Nous vivons une crise des organisations classiques, tels que les partis ou les syndicats. Ceci est la conséquence d'un besoin d'une « *politique autrement* », sur lequel surfent d'ailleurs Philippe Saurel et Emmanuel Macron, par exemple. L'élitisme et le conservatisme prôné par les partis font fuir les gens et créent une crise de légitimité des élites. La démocratie participative est un bon moyen de faire un pied de nez aux barons de la politique et aux apparatchiks.

Quel crédit doit-on accorder à ces initiatives ?

Certaines sont plus utopistes que d'autres, et donc plus ou moins crédibles. Certaines souhaitent faire émerger des candidats à des élections nationales ou locales. D'autres, non. Mais toutes interrogent le système.

À terme, ces mouvements représentent-ils un danger pour les partis traditionnels ?

C'est difficile de se positionner définitivement aujourd'hui. Pourtant, je ne pense pas que

les partis actuels vont mourir. On ne peut pas se séparer des élites politiques, un mot derrière lequel on met bien souvent des termes négatifs. Pourtant, ils ne sont pas tous pourris ! Certains sont peut-être en décalage et doivent se remettre en cause. Les partis, eux, doivent se réinventer.

En son temps, Georges Frêche, maire de Montpellier de 1977 à 2004, disait que les partis étaient voués à la disparition et que naîtrait bientôt un système démocratique à la romaine ou à la grecque, avec des agoras ou assemblées citoyennes au sein desquelles tout serait décidé de façon collective...

Ceux qui composaient ces assemblées étaient des citoyens mais aussi des élites ! Tout le monde n'avait pas accès aux décisions, à l'époque. Loin de là. Et puis, on ne peut pas faire des référendums pour chaque décision.

C'est pourtant ce qui se fait à Saillans, un village de 1 500 habitants dans la Drôme...

Ce qui est vrai à l'échelon local est impossible à l'échelon

national.

Alors, peut-il exister une complémentarité entre ces mouvements citoyens et les partis traditionnels ?

Ils peuvent en effet inspirer un renouvellement. Par exemple en devenant des laboratoires d'idées ou des « *centres de formation* » pour futurs représentants politiques.

Philippe Saurel, élu maire de Montpellier en 2014 avec ses colistiers issus de la société civile, peut-il être considéré comme issu d'un mouvement citoyen, après avoir passé vingt ans au Parti Socialiste ?

Il a la même histoire que Macron mais à un moment différent. Philippe Saurel a été obligé de faire la « *conversion* », puisqu'il a été exclu du PS. Il n'avait pas le choix ! Même si je reste persuadé qu'il avait senti et anticipé cette fracture, qui couvait depuis quelque temps déjà, entre les élites et le peuple. Il a été précurseur, avec la réussite que l'on connaît.

Recueilli par S. H.

► William Genieys, 53 ans, est directeur de recherche au CNRS et à l'université de Montpellier.



■ William Genieys, politologue montpelliérain.

D. R.

80 000 personnes au stade de France ?

Au niveau hexagonal, les mouvements citoyens sont très actifs. L'association Stades citoyens espère ainsi réunir 80 000 personnes au stade de France, le 22 avril prochain, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, afin d'y tenir une « *agora du XXI^e siècle* ». Les organisateurs souhaitent « *porter la voix des acteurs de la transition* » mais aussi et surtout « *relier entre eux les différents mouvements pour leur donner plus d'impact* ».

De son côté, laprimaire.org

part du constat qu'aujourd'hui, en France, « *0,5 % de la population (les partis politiques) désignent les candidats aux élections et élaborent les programmes* ». Pour répondre à ce problème, plusieurs mouvements se sont associés pour permettre au peuple de choisir son candidat. Le 30 décembre dernier, plus de 32 000 votants ont élu Charlotte Marchandise-Franquet pour représenter les citoyens à la présidentielle. Reste à savoir si elle obtiendra les 500 signatures...

HUMEUR

Quel avenir ?

« *La parole du peuple, c'est la parole du souverain !* », lançait jadis le général de Gaulle. Soixante ans plus tard, les mouvements citoyens se multiplient de façon exponentielle. Lieux de débats, d'échanges et d'idées, ils abritent de nombreux déçus des partis traditionnels. Ouvrent-ils pour autant la voie à la démocratie du futur, comme chez nos voisins espagnols (Podemos) ou grecs (Syriza) ? Nul ne le sait. Pourtant, depuis 2014, un petit village de la Drôme tente l'expérience de la démocratie participative. À Saillans (1 500 âmes), le maire, c'est le peuple ! Un peu à l'instar de l'éclésiade de la Grèce antique, au sein de laquelle des milliers de citoyens votaient les lois, le budget, la paix ou la guerre et désignaient même les représentants militaires. Montpellier joue aussi un rôle dans ce renouvellement politique. La ville, qui a élu en 2014 son premier édile issu d'une « *liste citoyenne* », abrite de nombreux mouvements. Aux contours différents mais aux utopies similaires.